

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

LA BELGIQUE, AU SERVICE DE LA N-VA

C'est la première fois dans l'histoire du parti que la N-VA va si mal. En tant que président, je suis responsable de tout, y compris de ceci. » La déclaration faite hier par Bart De Wever est exceptionnelle. *Primo*, parce que si la N-VA, le parti le plus puissant

du pays, va mal, cela ne peut qu'avoir des conséquences pour tout le monde. *Secundo*, parce que la mauvaise santé du parti et sa reconnaissance publique sont inédites. D'autant, *tertio*, que la responsabilité est assumée par un président qui rejette généralement plutôt les fautes sur les autres.

Mais c'est le mail que Bart De Wever a envoyé mercredi soir pour rassurer les membres de son parti qui ébahit. Pas tant par

son contenu, mais par la franchise et le cynisme avec lesquels la stratégie menée par la N-VA est exposée. Dans cette lettre, le président des nationalistes flamands écrit sans bémol que l'objectif du pouvoir que l'électeur leur a donné est de mettre « *les francophones en position*

de » demander ce confédéralisme que la N-VA ne peut obtenir par sa propre capacité politique. Cette phrase, en caractère gras dans le texte, est accompagnée d'une précision. « *Nous menons une politique qui est bonne pour la Flandre (...).* Lau-

La N-VA a deux objectifs : l'intérêt des Flamands et la mise à genoux du PS

rette Onkelinx ne parle pas pour rien de flamandisation. Et tôt ou tard, la pression sur le PS deviendra intenable. Peut-être pas aujourd'hui. Peut-être pas demain. Mais vite. »

C'est désormais aux francophones, qui apprécient tant les ministres N-VA du gouvernement fédéral, que Bart De Wever devrait écrire pour leur dire cette vérité qu'il a réservée à ses

militants : la N-VA utilise son pouvoir au fédéral pour instrumentaliser l'Etat belge au service de deux seuls objectifs, l'intérêt des Flamands et la mise à genoux du PS. Le reste, les francophones, leurs besoins, leurs spécificités ? Aucun intérêt.

Que la N-VA ait la Flandre pour seul horizon, c'est connu et légitime. Mais de là à revendiquer ouvertement que l'indépendance qu'on ne sait pas obtenir par les urnes, à la loyale, démocratiquement, on va la forcer par l'exercice du pouvoir belge, vampirisé par les objectifs autonomistes, c'est autre chose. Et cela impose surtout des questions urgentes : où cette politique uniquement pro-flamande,

que De Wever vante auprès des siens, est-elle aujourd'hui à l'œuvre au fédéral ? Et en quoi le Premier ministre et son parti le MR, Charles Michel, sont-ils certains d'empêcher De Wever de mener son opération à bien ? Il faut reconnaître cela à De Wever : on ne pourra en tout cas pas dire qu'on ne savait pas ce qui se tramait.